

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 02/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPOT PETROLIER DE LYON

3 rue d'Avignon
PORT EDOUARD HERRIOT
69007 Lyon

Références : UDR-CRT-2025-159-DB
Code AIOT : 0006104242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE LYON implanté 3 rue d'Avignon 69007 Lyon. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société EPL a été autorisée par arrêté préfectoral du 16/01/2025 à stocker et à délivrer du carburant d'aviation. Alors que démarrage de l'activité relative à ce produit est imminente (fin août 2025-début septembre 2025) cette visite visait à vérifier que les dispositions de cet arrêté étaient respectées.

Le 29/07/2025, la société EPL a porté à la connaissance de la DREAL son projet de mise en service d'un nouveau poste de chargement de camion citernes. Avant d'apporter la réponse de la DREAL à ce projet, cette visite visait à appréhender sur le terrain les équipements et la zone concernée et à vérifier des éléments du dossier de modification.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOT PETROLIER DE LYON
- 3 rue d'Avignon 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006104242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Entrepôt Pétrolier de Lyon (EPL) exploite à Lyon 7° au port Édouard Herriot, un dépôt de liquides inflammables constitué de réservoirs de distillats (GO, FOD..), d'essences (E10,...), d'additifs et d'éthanol.

Ce dépôt constitue une installation classée Seveso seuil haut au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est autorisé par un arrêté préfectoral du 19 juin 1998 successivement modifié. Le risque accidentel principal est le risque de feu de grande ampleur.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors point de contrôle, il a été relevé que :

- le bac 32 était en visite décennale (cf. art 29.1 et 29.4 AM du 03/10/2010);

- les bacs 32, 33 , 34 et 37 ont été repeints récemment (2024-2025) ce qui permet de réduire les émissions de composés organiques volatils (COV). L'exploitant a indiqué que le bac 35 sera repeint en 2026 (cf. art. 49 AM 03/10/2010).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Peinture réfléchissante	Arrêté Préfectoral du 16/01/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 16/01/2025, article 2	Sans objet
3	Configuration des bacs en essence /gazole	Arrêté Préfectoral du 16/01/2025, article 4	Sans objet
4	Instruction de demande de	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R181-46	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	modification		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater que :

- les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 16/01/2025 autorisant l'exploitation de 2 bacs en carburant d'aviation JetA1 étaient respectées alors que la mise en exploitation de ces bacs avec ce type de produit est très prochaine (fin août, début septembre 2025) ;
- l'exploitant poursuit la réfection de ces bacs par la réfection de la peinture de ceux-ci ;
- la prescription relative au coefficient de chaleur rayonnée du revêtement extérieur des bacs apparaît vraisemblablement respectée mais non vérifiable, notamment au vu de la fiche technique de la peinture utilisée. Alors que la lutte contre la chaleur sera de plus en plus nécessaire, les fournisseurs de peintures pourraient utilement indiquer les caractéristiques de leur produit vis-à-vis de ce sujet. L'exploitant doit se renseigner à ce sujet.

Cette visite a aussi permis d'appréhender sur le terrain une demande du 29/07/2025 d'autorisation de modification consistant en la mise en œuvre d'un nouveau poste de chargement de camions citernes. La réponse de l'administration à cette demande devrait intervenir en septembre ou en octobre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité dossier
Prescription contrôlée : ARTICLE 2 - Conformité au dossier Les changements d'affectation des bacs 33 et 43 sont réalisés conformément aux indications du dossier susvisé adressé le 22 août 2024 par courrier électronique à la DREAL, Unité départementale du Rhône.
Constats : La visite terrain n'a pas permis de relever des différences par rapport au dossier de porter à connaissance (PAC) relatif au projet de changement de produit dans les bacs 33 et 43 de stockage, projet de stockage de carburant d'aviation (JetA1) dans ces bacs. L'exploitant a toutefois signalé que le soutirage du produit dans les bacs n'était pas effectué en fond de bac comme c'est communément le cas pour les cas pour les carburants routiers, mais un peu en dessous de la ligne de flottaison (aspiration flottante). Cette disposition est commune au carburant d'aviation et vise à limiter le risque de présence d'eau dans les produits soutirés. Les bacs sont actuellement remplis en jetA1, mais pas encore en service. L'exploitant finalise les travaux sur un poste de chargement dédié à ce produit.

L'exploitation de ces bacs avec ce type de carburant devrait débuter avant fin août, début septembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Absence de demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Peinture réfléchissante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : ARTICLE 3 - Peinture blanche hautement réfléchissante du bac 33 Le bac 33 contenant du Jet-A1 est revêtu d'une peinture blanche hautement réfléchissante de la chaleur rayonnée qui permet au moins d'atteindre pendant toute la durée d'utilisation du bac, les performances du revêtement indiqué dans le dossier de modification du 22 août 2024. Cette disposition est applicable à compter du 30 juin 2025. À compter de cette date, le bac 33 n'est pas autorisé à contenir du Jet-A1, s'il n'est pas peint avec une peinture dont les caractéristiques sont susvisées.
Constats : Lors de la visite terrain, nous avons relevé que les bacs 33 et 43 concernés par le projet JetA1 ont été très récemment repeints d'une peinture blanche légèrement crème d'aspect très lisse entre mat et brillant. Sur le caractère réfléchissant de la peinture, l'exploitant a renvoyé à sa réponse dans sa lettre du 24 juillet 2024 (réf. HSE/CE/2024-72) dans laquelle il indique : <i>"(concernant le bac 37) La couleur utilisée sera le blanc mat, couleur reconnue par le guide GESIP « Guide de lecture de la réglementation sur le stockage et le chargement/déchargement de liquides inflammables 21/09/2011 » comme étant une couleur ayant un coefficient de chaleur rayonnée supérieure ou égale à 70%".</i> Le guide cité par l'exploitant mentionne page 87/115 : <i>" En outre, ils sont munis d'une peinture d'un coefficient de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70 % (renvoi de 70 % du rayonnement solaire reçu) : ce qui implique une peinture blanche, alu brillant ou du métal poli."</i> La fiche technique de la peinture utilisée n'indique pas le coefficient de chaleur rayonnée. L'exploitant a signalé que cette peinture est couramment employée dans les dépôts pétroliers. Le guide GESIP actualisé (version 3 11/2022 - partie B) au "Chapitre B.X.6 Réduction des émissions diffuses" ne traite pas de ce sujet. L'annexe III de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relative à la quantification des émissions de COV retient une absorbance de 0.17 (coeff. chaleur rayonnée 0.83) pour les réservoirs peints en blanc et de 0.35 pour les réservoirs couleur crème. Conclusion La prescription sur le coefficient de chaleur rayonnée est vraisemblablement respectée. Une confirmation par le fournisseur de peinture serait utile.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit s'enquérir auprès de son fournisseur de peinture du coefficient de chaleur rayonnée de celle-ci. Il communiquera sa réponse à l'inspection des installations classées (délai : 3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Configuration des bacs en essence /gazole

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>ARTICLE 4 - Tableau d'affectation des produits par bac</p> <p>Le tableau définissant les contenus autorisés des bacs de stockage figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 1998 susvisé est remplacé par le tableau en annexe 1 (non communicable).</p> <p>La configuration : « bac 33 contenant du Jet-A1 et bac 43 contenant de l'essence » n'est autorisée que si l'exploitant démontre que ses émissions de COV ne sont pas supérieures à celles autorisées si tous les bacs autorisés à contenir de l'essence ou du gazole contenaient de l'essence.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que le bac 43 contenait du JetA1 alors que ce bac est aussi autorisé à contenir de l'essence nettement plus émettrice de COV que le JetA1.</p> <p>Cette configuration satisfait à la prescription.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Absence de demande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Instruction de demande de modification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Reconnaissance des lieux - Instruction de dossier
Prescription contrôlée : <p>Article R181-46 -....</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-</p>

<p>18 et R. 181-22 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[Dans le cas présent, le contrôle consiste en une vérification sur le terrain du caractère suffisant et conforme des éléments d'appréciation portée à la connaissance (PAC) du préfet concernant un projet d'installation d'un nouveau poste de chargement de camions citernes (PAC transmis à DREAL le 29/07/2025)]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué sur site les éléments exposés dans le dossier de porter à connaissance (PAC) qu'il a adressé à la DREAL le 29/07/2025 (projet de création d'un nouveau poste de chargement).</p> <p>La visite terrain a permis de mieux comprendre ce dossier et il n'a pas été relevé de différence avec le terrain ou d'oubli manifeste dans ce dossier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Absence de demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>